

Les associations "antiracistes" font le jeu des islamistes

Les associations anti racistes (Mrap, SOS racisme, LDH, etc.) se déchainent contre les républicains laïques qui tentent de faire reculer la montée inquiétante de l'islamisation de notre Pays et au-delà l'Europe occidentale.

Des procès sont intentés contre les militants de la liberté d'expression au motif que ceux-ci tiendraient des propos « racistes » en dénonçant les agissements des islamistes qui veulent communautariser la République, et en tenant le langage de la vérité sur la délinquance exponentielle touchant en majorité des jeunes originaires du Maghreb ou d'Afrique.

Les faits exposés ci dessus sont malheureusement connus de tous et incontestables :

« Une étude du magazine Le Point publiée le 24 juin 2004, « Au 1er janvier 2004, les étrangers représentaient 12 241 détenus dans les prisons françaises, sur une population carcérale de 55 355 personnes ».

Dans un article publié le 25 février 2006, Le Monde révélait un rapport des Renseignements généraux indiquant l'origine des délinquants opérant en « bandes » dans les quartiers à forte population immigrée.

Selon ce rapport : « Les renseignements généraux ont établi un profil type des principaux délinquants dans ces groupes, à partir de l'étude de 436 meneurs, recensés dans 24 quartiers sensibles. Parmi eux, 87 % ont la nationalité française ; 67 % sont d'origine maghrébine et 17 % d'origine africaine. Les Français d'origine non immigrée représentent 9 % des meneurs, selon les RG. »

À l'annonce de ces statistiques, le MRAP et SOS Racisme

dénonceront un « fichage ethnique des délinquants ». SOS Racisme portera plainte.

Une étude menée en Isère montre que deux tiers des mineurs délinquants sont d'origine étrangère. Pourtant, il y a peu d'immigration en Isère : les immigrés ne représentent que 6,1 % de la population.

L'étude indique également que ce phénomène n'est pas spécifique à ce département.

Un rapport de commission d'enquête du Sénat sur la délinquance des mineurs évoque aussi « une sur délinquance des jeunes issus de l'immigration ». Selon ce rapport « Les adolescents dont les deux parents sont nés hors de France commettent 46 % des actes graves » et 32% des actes peu graves. « Parmi les délinquants vivant en HLM, les jeunes d'origine maghrébine représentent 39 % des actes peu graves et 47 % des actes graves ».

Si ces chiffres ne permettent toutefois pas de statuer sur la surdélinquance des jeunes issus de l'immigration, une analyse complémentaire de Sebastian Roché, directeur de recherche au CNRS, « confirme une surdélinquance des jeunes d'origine maghrébine par rapport à ceux d'origine française ».

L'étude la plus complète réalisée en 1999 par l'INSEE indique que 40 % des détenus ont un père né à l'étranger, 25 % ont un père né au Maghreb. Les hommes nés en Roumanie et ex-Yougoslavie sont 3.3 fois plus représentés en prison, suivis des hommes nés au Maghreb et en Afrique sub-saharienne respectivement 3 fois et 2.7 fois plus représentés. »

Pourquoi cacher à l'opinion publique, cette réalité, que tout le monde peut constater en lisant simplement les faits divers dans les Médias, que ceux-ci ne cessent de mettre en avant et que les politiques utilisent à des fins électoralistes.

Alors pour quelle raison, les associations anti racistes s'évertuent à nier l'évidence à dénigrer, à diffamer et

insulter en permanence, tous les militants de la liberté d'expression et de la liberté d'opinion qui veulent alerter nos concitoyens des dangers que représentent la délinquance dans notre pays et l'utilisation que peuvent en faire les islamistes.

Dans de nombreuses cités devenues des zones de non droit, des bandes organisées sèment la terreur et font vivre à nos concitoyens une vie infernale.

Heureusement que des personnalités comme Eric Zemmour ou que des associations comme Riposte laïque osent dire tout haut ce que pense tout bas les français. Quand on décrit la vérité, on est trainé dans la boue et on est criminalisé.

Ces associations qui se disent combattre le racisme, sont en réalité les complices des mouvements communautaristes islamistes qui gangrèment notre République une et indivisible et qui font tout pour déstabiliser nos institutions en appelant leurs fidèles à ne pas respecter nos lois et nos règles de vie.

Dénoncer la délinquance, dénoncer les méfaits néfastes des islamistes dans les cités abandonnées par la République, est un devoir de tous les véritables républicains laïques.

La pauvreté, l'exclusion et le chômage font le lit de l'islamisme et de la délinquance, mais ne sont pas suffisantes pour en expliquer les motivations réelles.

Les islamistes sont des idéologues politiques et sont déterminés à exploiter la misère sociale pour étendre leur influence parmi la population d'origine maghrébine ou de confession musulmane.

Le politiquement correct, la dictature de la pensée unique, la bien pensance de nos élites de gauche et de droite et des associations anti racistes au lieu de servir la France et ses valeurs, sans s'en rendre compte ont permis aux islamistes de s'implanter et de prospérer dans les zones de non droit.

IL ne sert à rien de cacher la vérité, de travestir la réalité, de minimiser ces actes de violence et de barbarie qui sont être perpétrés dans nos banlieues que nous arriverons à faire croire aux français que tout va bien et que l'on maîtrise la situation.

Pourquoi continuer à nier que les islamistes veulent imposer la charia dans les pays d'accueil.

Pourquoi continuer à nier que des femmes d'origine musulmane (mariage et divorce) se voient appliquer par des tribunaux français des législations de leurs pays d'origine.

Pourquoi continuer à nier que des femmes se retrouvent répudiées au pays d'origine par le mari qui prononce la formule magique trois fois (comme le veut la charia), et ce dernier n'a plus qu'à la faire valider par exequatur en France pour que la femme se retrouve répudiée selon le droit musulman, et surtout spoliée de tous ses droits, en matière de logement, d'autorité parentale, voire de garde d'enfants. Cela ne date pas d'aujourd'hui.

En 1990, une jeune Marocaine âgée de 26 ans, habitant La Courneuve, s'est vue enlever ses quatre enfants, tous de nationalité française, par le père au Maroc, qui jugeait que sa femme montrait des idées d'indépendance. Répudiée au pays, le tribunal a donné la garde au père. La juridiction française n'a fait qu'entériner la décision marocaine, malgré une enquête sociale favorable à la mère.

Pourquoi continuer nier les mariages forcés et les viols légalisés.

Il y a quelques années, à Saint-Denis, deux sœurs, l'une collégienne, âgée de 13 ans et demi, et l'autre de 16 ans, avaient été "mariées" ; personne n'y avait rien vu jusqu'à ce qu'elles soient enceintes. Ces filles se sont retrouvées dans l'obligation de faire "l'épouse", puis la maman, en sacrifiant leurs études.

Pourquoi continuer à nier que les islamistes se sont implantés

en ciblant certains quartiers ou il y avait une forte concentration d'immigrés musulmans, terreau fertile pour y développer les idées obscurantistes et les préceptes de la charia.

Nous n'entendons pas les associations anti racistes pour y dénoncer les ravages que peuvent y provoquer ce prosélytisme parmi les personnes les plus fragiles et les plus démunies tant sur le plan matériel que sur le plan intellectuel.

Continuons à fermer les yeux et à se tromper de combat en poursuivant les militants de la liberté et nous pousserons inexorablement le peuple à se détourner des partis UMPS et à rechercher une autre voie politique pour que la parole se libère et que notre Nation reprenne en main son destin.

S'attaquer à la liberté d'expression, c'est faire le jeu des islamistes et fragiliser notre Démocratie.

Si nous voulons défendre les valeurs universalistes, nous ne pouvons pas ne pas dénoncer toutes les atteintes portées à la dignité des femmes.

La tentative d'introduire la Burqa dans notre Pays était une provocation orchestrée par les islamistes pour nous imposer leurs dogmes et leurs préceptes.

Nous aurions aimé voir à nos côtes ces mêmes associations anti racistes œuvrer dans le même sens que ceux qui ont choisi le camp de la liberté et l'émancipation des femmes, qui subissent l'obscurantisme et l'asservissement, que leur imposent les islamistes au travers une lecture rigoriste du coran.

Il n'en est rien, ces associations passent leur temps à tenter de faire reconnaître par la justice dans les prétoires que de s'en prendre à une religion, c'est être raciste, que de dire la vérité au Peuple Français, que nous avons dans nos prisons une grande majorité de délinquants d'origine immigrée, c'est être raciste.

C'est malheureusement un simple constat et rien d'autre. Cela

ne veut pas dire que c'est irrémédiable, mais il faudra bien que les élus de la République se saisissent sérieusement de ce sujet brûlant pour éviter que la marmite sociale s'enflamme au risque d'être récupérée par des mouvements qui œuvrent dans l'ombre pour faire tomber notre République une et indivisible.

Les participants aux Assises contre l'islamisation de nos Pays le 18 décembre 2010 ont montré la voie en vous invitant à signer massivement la pétition l'appel de Paris qui doit rappeler à nos élites que nous sommes attachés à nos valeurs, nos traditions, nos coutumes, et à notre République laïque.

<http://www.france-petitions.com/petition/19/soutenons-l-appel-de-paris-contre-l-islamisation-de-nos-pays>

Fabrice LETAILLEUR

Voir mon blog :

<http://lebloglaicdechamps.over-blog.com/>